

Ukraine : la nécessité des pourparlers de paix

Partage international n° 410 - Octobre 2022

par Medea Benjamin et Nicolas J.S. Davies

Il y a six mois, la Russie a envahi l'Ukraine. Les Etats-Unis, l'Otan et l'Union européenne (UE) ont pris fait et cause pour l'Ukraine. Ils ont dépensé des milliards pour livrer des armes et ont imposé des sanctions draconiennes à la Russie.

Depuis lors, le peuple ukrainien paie le prix de cette guerre à un point inimaginable pour les Occidentaux. Les guerres ne suivent pas les scénarios établis, et la Russie, l'Ukraine, les Etats-Unis, l'Otan et l'UE ont connu des revers inattendus.

Les sanctions occidentales ont eu des résultats mitigés, infligeant de graves dommages économiques à l'Europe comme à la Russie, tandis que l'invasion et la réaction de l'Occident se sont cumulées pour déclencher une crise alimentaire dans le Sud. A l'approche de l'hiver, la perspective de six mois supplémentaires de guerre et de sanctions menace de plonger l'Europe dans une grave crise énergétique et les pays les plus pauvres dans la famine. Il est donc dans l'intérêt de toutes les parties concernées de réévaluer d'urgence les possibilités de mettre fin à ce conflit.

Ceux qui affirment que les négociations sont impossibles, devraient considérer les pourparlers qui ont eu lieu au cours du premier mois suivant l'invasion russe, lorsque la Russie et l'Ukraine ont provisoirement accepté un plan de paix en quinze points dans le cadre de discussions menées sous la médiation de la Turquie. Les détails devaient encore être précisés, mais le cadre et la volonté politique étaient là.

La Russie était prête à se retirer de l'Ukraine, à l'exception de la Crimée et du Donbass. L'Ukraine était prête à renoncer à toute adhésion future à l'Otan et à adopter une position de neutralité entre la Russie et l'Otan.

Le dispositif approuvé prévoyait des transitions politiques en Crimée et dans le Donbass que les deux parties accepteraient et reconnaîtraient, sur la base

de l'autodétermination des populations. La sécurité future de l'Ukraine devait être garantie par un groupe d'autres pays, mais l'Ukraine n'accueillerait pas de bases militaires étrangères sur son territoire.

Le 27 mars 2022, le président Zelensky a déclaré à la télévision nationale : « *Notre objectif est évident : la paix et le rétablissement d'une vie normale dans notre pays le plus rapidement possible.* » Il a énoncé à la télévision ses positions pour les négociations afin de rassurer son peuple et lui promettre un référendum sur l'accord de neutralité avant qu'il ne prenne effet.

Un tel succès précoce pour une initiative de paix n'a pas surpris les spécialistes de la résolution des conflits. Les meilleures chances de parvenir à un accord de paix négocié se situent généralement dans les premiers mois d'une guerre. Chaque mois qui passe réduit les chances de paix, car chaque partie souligne les atrocités de l'autre, l'hostilité s'enracine et les positions se durcissent. L'abandon de cette initiative de paix précoce est l'une des tragédies de ce conflit, et l'ampleur de ce drame n'apparaîtra clairement qu'avec le temps, à mesure que la guerre se prolongera et que ses terribles conséquences s'accumuleront.

Des sources ukrainiennes et turques ont révélé que les gouvernements britannique et américain ont joué un rôle décisif dans le torpillage de ces premières perspectives de paix. Lors de la « *visite surprise* » du premier ministre britannique Boris Johnson à Kiev, le 9 avril, il aurait déclaré au premier ministre V. Zelensky que le Royaume-Uni « *s'engage à long terme au côté de l'Ukraine* », qu'il ne participerait à aucun accord entre la Russie et l'Ukraine, et que l'Occident voyait une chance de « *faire pression* » sur la Russie et était déterminé à en tirer le meilleur parti.

Le même message a été repris par le secrétaire américain à la Défense, L. Austin, qui a suivi B. Johnson à Kiev, le 25 avril 2022 : il a clairement indiqué que les Etats-Unis et l'Otan n'essayaient plus seulement d'aider l'Ukraine à se défendre, mais qu'ils étaient désormais déterminés à utiliser cette guerre pour « *affaiblir* » la Russie. Des diplomates turcs ont déclaré à Craig Murray, diplomate britannique à la retraite, que les messages des Etats-Unis et du Royaume-Uni ont anéanti leurs efforts, par ailleurs prometteurs, de médiation en vue d'un

cessez-le-feu et d'une résolution diplomatique.

Des négociations de paix torpillées

En réponse à l'invasion, une grande partie de l'opinion publique des pays occidentaux a accepté de soutenir moralement l'Ukraine, victime de l'agression russe. Mais la décision des gouvernements américain et britannique de faire échouer les pourparlers de paix et de prolonger la guerre, avec toute l'horreur, la douleur et la souffrance que cela implique pour le peuple ukrainien, n'a été ni expliquée au public, ni approuvée par un accord des pays de l'Otan. B. Johnson a prétendu parler au nom de l'Occident, mais en mai, les dirigeants français, allemands et italiens ont tous fait des déclarations publiques qui contredisaient son affirmation.

S'adressant au Parlement européen le 9 mai, le président Macron a déclaré : « *Nous ne sommes pas en guerre contre la Russie* » et le devoir de l'Europe est « *d'être aux côtés de l'Ukraine pour obtenir le cessez-le-feu, puis construire la paix.* »

Lors de sa rencontre avec le président J. Biden à la Maison Blanche le 10 mai, le premier ministre italien Mario Draghi a déclaré aux journalistes : « *Les gens [...] veulent réfléchir à la possibilité d'instaurer un cessez-le-feu et de reprendre des négociations crédibles. C'est la situation actuelle. Je pense que nous devons réfléchir sérieusement à la manière d'aborder cette question.* »

Après s'être entretenu par téléphone avec le président Poutine le 13 mai, le chancelier allemand Scholz a tweeté qu'il lui avait déclaré : « *Il doit y avoir un cessez-le-feu en Ukraine aussi vite que possible.* » Mais les responsables américains et britanniques ont continué à balayer d'un revers de main les discussions sur la reprise des négociations. Le changement de politique depuis avril suppose que V. Zelensky ait opté « *en faveur du long-terme* », comme le Royaume-Uni et les Etats-Unis, engageant l'Ukraine à se battre, peut-être pendant de nombreuses années, en échange de la promesse de dizaines de milliards de dollars de livraisons d'armes, de formation militaire, de renseignements par satellite et d'opérations secrètes occidentales.

Au fur et à mesure que les conséquences de cet accord funeste sont apparues plus clairement, des dissensions ont commencé à naître, même au sein de la communauté des affaires et des médias américains. Le 19 mai, le jour même où le Congrès a alloué 40 milliards de dollars à l'Ukraine, dont 19

pour de nouvelles livraisons d'armes, sans qu'aucune voix démocrate ne s'y oppose, le *New York Times* a publié l'éditorial intitulé *La guerre en Ukraine se complique, et l'Amérique n'est pas prête.*

Le *Times* a posé de sérieuses questions sans réponse sur les objectifs des Etats-Unis en Ukraine et a tenté de dissiper les attentes irréalistes suscitées par trois mois de propagande occidentale unilatérale, notamment dans ses propres pages. Le journal a reconnu : « *Une victoire militaire décisive de l'Ukraine sur la Russie, dans laquelle l'Ukraine récupère tous les territoires que la Russie a saisis depuis 2014, n'est pas un objectif réaliste. [...] Des attentes irréalistes pourraient entraîner les Etats-Unis et l'Otan toujours plus profondément dans une guerre coûteuse et prolongée.* »

Plus récemment, Henry Kissinger a publiquement remis en question l'ensemble de la politique américaine visant à relancer la guerre froide avec la Russie et la Chine, et l'absence d'un objectif ou d'une finalité claire en dehors de la troisième guerre mondiale. « *Nous sommes au bord de la guerre avec la Russie et la Chine sur des problèmes que nous avons en partie créés, sans aucune idée de la façon dont cela va se terminer ou de ce à quoi cela est censé mener* », a déclaré H. Kissinger au *Wall Street Journal*.

Les dirigeants américains ont exagéré le danger que représente la Russie pour ses voisins et pour l'Occident, en la traitant délibérément comme un ennemi avec lequel la diplomatie ou la coopération seraient infructueuses, plutôt que comme un voisin exprimant des inquiétudes défensives compréhensibles face à l'expansion de l'Otan et à son encerclement progressif par les forces militaires américaines et alliées.

Loin de chercher à dissuader la Russie de mener des actions périlleuses ou déstabilisantes, les gouvernements successifs des deux partis, républicains et démocrates, ont cherché à « *pousser à bout et à déséquilibrer* » la Russie, tout en trompant l'opinion publique américaine pour qu'elle soutienne un conflit extrêmement dangereux entre ces deux pays, qui possèdent ensemble plus de 90 % des armes nucléaires du monde.

Après six mois de guerre par procuration entre les Etats-Unis, l'Otan et la Russie en Ukraine, nous sommes à la croisée des chemins. Une nouvelle escalade devrait être inimaginable, de même qu'une guerre de longue durée, avec ses tirs d'artillerie interminables, ses brutalités urbaines, tuant chaque jour des centaines d'Ukrainiens et détruisant

lentement le pays.

La seule alternative réaliste à ce massacre est un retour aux pourparlers pour mettre fin aux combats, trouver des solutions politiques raisonnables aux divisions politiques de l'Ukraine et rechercher un cadre pacifique pour la compétition géopolitique sous-jacente entre les Etats-Unis, la Russie et la Chine.

Les campagnes visant à diaboliser, menacer et faire pression sur nos ennemis ne peuvent que cimenter l'hostilité et préparer le terrain pour la guerre. Les personnes de bonne volonté peuvent surmonter les divisions les plus profondes et les dangers qui nous menacent, pour autant qu'elles soient disposées à parler - et à écouter - leurs adversaires. Les pourparlers de paix sont essentiels alors que la guerre fait rage en Ukraine.

Ukraine **Auteur** : Medea Benjamin et Nicolas J.S. Davies, Nicolas J.S. Davies : journaliste indépendant, chercheur à Code Pink, est l'auteur de Blood On Our Hands : the American Invasion and Destruction of Iraq (Du sang sur nos mains : l'invasion et la destruction de l'Irak par les Etats-Unis, non traduit). Medea Benjamin : cofondatrice de Global Exchange (Echange mondial) et de Code Pink : Women for Peace (Code rose : les femmes pour la paix), est l'auteure de Inside Iran : The Real History and Politics of the Islamic Republic of Iran (Au cœur de l'Iran : la véritable histoire et la politique de la République islamique d'Iran, non traduit), sorti en 2018).

Thématiques : [politique](#)

Rubrique : [Divers](#) ()